



Chiffres clés

103 violations des droits humains
71 personnes pris en charge (69% of the victims)

Désagrégation des victimes

Genre	Nombre	%
Hommes	30	29%
Femmes	60	58%
Garçons	4	4%
Filles	9	9%
Total	103	100%

Statut des victimes

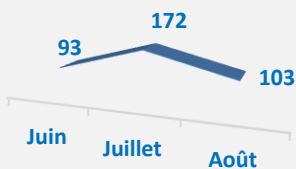
Statut	Nombre	%
Résident	74	72%
IDP	13	13%
Retourné	16	16%
Total	103	100%

Auteurs présumés des violations

Auteur	Nombre	%
MCC	23	23%
GSAU	10	10%
GBK	10	10%
INC	4	3%
MAA	55	53%
CAN	1	1%
Total	103	100%

Tendances des cas de violations selon les mois

Tendance des incidents des trois derniers mois



Mouvement de population

33,769 PDIs dans la Ouaka

7/31/2020
(Source : CMP)

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Incidents de protection

Durant le mois d'août, 103 violations de droits humains ont été identifiées et documentées contre 172 incidents documentés au cours de la période de rapportage précédente ce qui représente une baisse de 41%. Parmi ces 103 cas, 61% sont des incidents VBG et 29% sont des violations du droit à l'intégrité physique. Les violations du droit à la propriété, quant à elles, ne représentent que 8% et seule 1 violation du droit à la liberté et 1 violation 1612 ont été rapportées. Suivant les tendances observées sur le plan national, les facteurs de risque entraînant des incidents de protection dans la Ouaka sont, entre autres : l'absence de l'appareil judiciaire et des FSI qui favorisent l'impunité, l'activisme des groupes armés, la promiscuité entre les populations, la consommation abusive d'alcool, l'infidélité et l'inégalité de pouvoir entre hommes et femmes, ainsi que l'abus de pouvoir des parents sur leurs enfants.

Début août, des incidents sont venus détériorer la situation sécuritaire à Grimari. Il a été rapporté que les GBK auraient boycotté un meeting politique d'un représentant musulman avant de cambrioler un véhicule de l'ANE et de désarmer des agents de police de leurs 2 AK47. L'enchaînement de ces faits a ainsi créé un accrochage entre les GBK et les CAN de Bambari en patrouille dans la ville de Grimari. De plus, 03 agents recenseurs ont été pillés dans les villages Bamodo et Gralendji [commune de Danga-Gboudou (Bambari)] le 10 Août par des GSAU.

Les femmes et les filles représentent 67% des victimes (femmes 58% et filles 9%). Les hommes, quant à eux, représentent 29% des victimes. La grande majorité des victimes sont des résidents (72%) et 28% sont des personnes en déplacement : 15,5% de retournés et 12,5% de déplacés. En ce qui concerne les auteurs des violations de droits humains, ce sont les MAA et les MCC qui arrivent en tête (respectivement 53% et 23%). Les membres de groupes armés comptabilisent 20% : 10% GSAU et 10% GBK.

Les équipes Intersos ont effectué 4 missions sur le terrain : à Ippy, Grimari, Ndassima et Ngakobo pour collecter et documenter les incidents de protection survenus dans la zone de couverture et renforcer les mécanismes de protection à travers des réunions de coaching auprès des membres des comités de protection. La présence des groupes armés à Ippy, Grimari, Kouango, Bambari (quartiers musulmans), Ndassima et sur les chantiers miniers à Bakala constitue un obstacle majeur pour les activités de monitoring.

Violences sexuelles et basées sur le genre & Protection de l'enfance

64 incidents VBG ont été documentés en août. 83% des victimes sont des femmes, 10% sont des filles et 7% sont des hommes. Les mineurs ont été touchés par 13 incidents de protection documentés – 9 incidents VBG touchant des filles et 4 violations du droit à la vie/intégrité physique touchant des garçons.

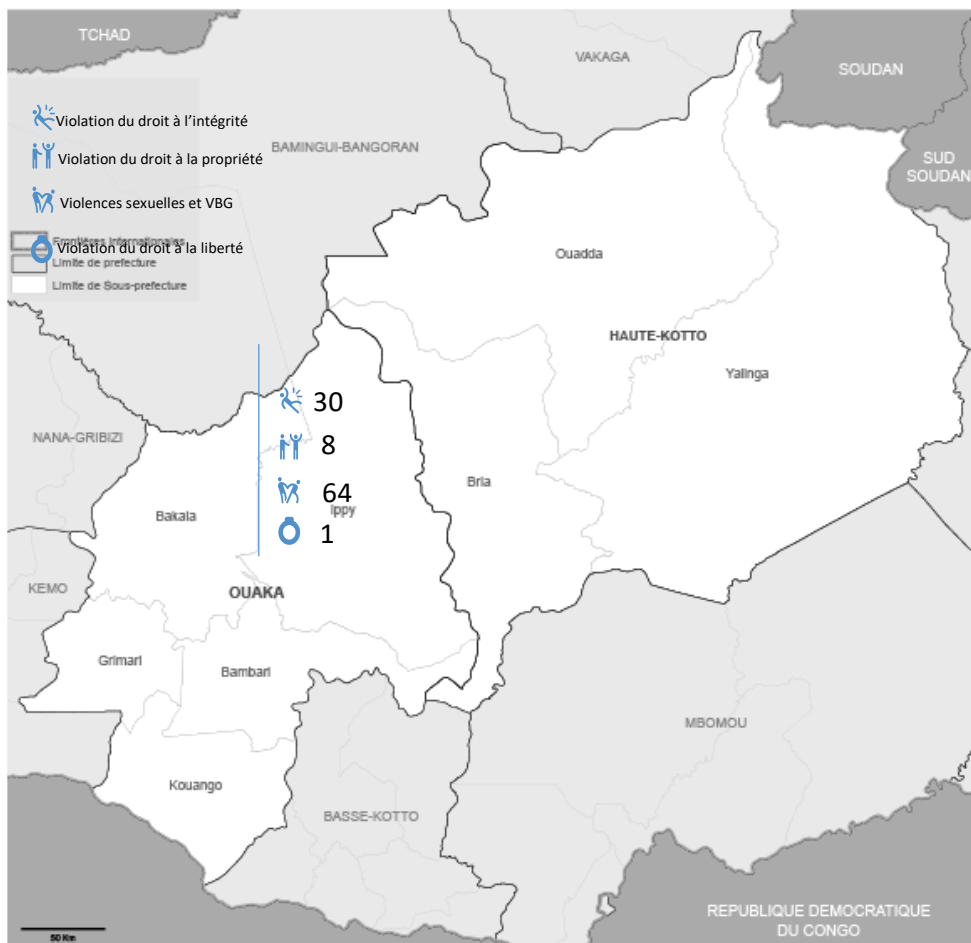
Prévention et réponse de protection :

Les réponses apportées aux survivants selon les besoins identifiés sont entre autres :

- 103 écoutes actives réalisées,
- 26 suivis psychosociaux,
- 23 référencement médicaux,
- 10 référencement protection de l'enfance,
- 11 assistances en cash,
- 14 assistances en kits de dignité et
- 4 séances de counseling individuel organisées au niveau du centre d'Ecoute de Bambari.

De plus, 243 sensibilisations de proximité ont été organisées dans la zone, touchant 3138 personnes (67 hommes 955 femmes, 677 garçons et 739 filles).

Carte des incidents par préfecture



Analyse Sécuritaire

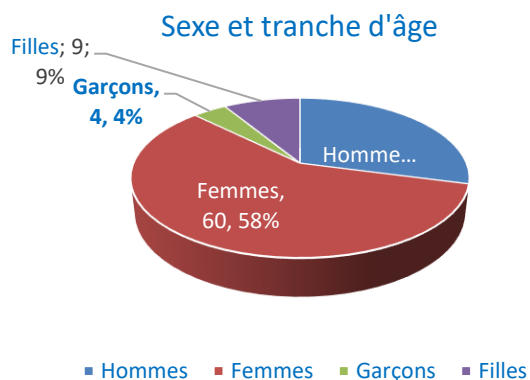
Ouaka

La situation sécuritaire au cours du mois d'août a été calme à Ippy, Bakala, Ngakobo, Kouango, et Ndassima. A Grimari et Bambari, la situation sécuritaire a été marquée par la psychose au sein de la communauté en raison de l'activisme des groupes qui s'est traduit pas des scènes d'affrontement, des pillages et des séquestrations :

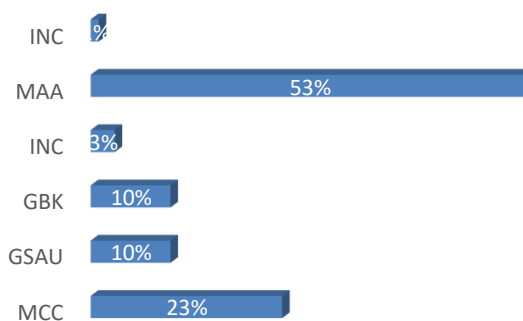
- Un climat de peur a été observés chez les usagers de l'axe **Bambari-Grimari-Sibut** en raison des incidents initiés par les GBK qui ont boycotté un meeting politique, braqué des agents de l'ANE et désarmés les agents de police ce qui a créé un accrochage entre les GBK et les CAN de Bambari en patrouille dans la ville de Grimari. Quelques jours plus tard, les GBK auraient restitué le véhicule de l'ANE et les deux braqués au CAN aux FSI présents à Grimari. Les FSI ont procédé aux arrestations des amis, parents, femmes et maitresses des éléments GBK pour faire pression sur ces derniers. C'est ainsi que les parents du ComZone GBK de Grimari ont été arrêtés au niveau de la gendarmerie. Le ComZone s'est rendu le lendemain.
- **Bambari - commune de Danga-Gboudou**
 - (Pk51 sur l'axe Ippy au niveau du village Bamado) : Le 10/08/2020, le président du centre d'enrôlement sur les listes électorales a été menacé par des GSAU qui lui ont soustrait une somme de 25000FCFA et la valise contenant la tablette d'enregistrement.
 - (Pk41 village Ndjoubissi) : Un autre agent d'enrôlement a été pillé des kits d'enregistrement électronique qu'il transporté et d'une somme de 80000FCFA emportée par les GSAU.
 - (Maloum Pk60) : le Comzone UPC a pris de force tous les sujets chrétiens hommes et femmes, résidents à Maloum et les a obligé à aller cultiver son champ durant la première semaine du mois d'août.

Incidents de protection enregistrés

Aout 2020								
Incidents de protection	Prefecture de la Ouaka						Total du mois	Cumul sur l'année
	Bambari	Bakala	Grimari	Ippy	Kouango	Ngakobo		
Violations du droit à la vie/intégrité physique								
Homicide	0	0	0	0	0	0	0	21
Torture et traitements inhumains	2	0	5	0	0	0	7	45
Mutilations	0	0	0	0	0	0	0	0
Coups et blessures	10	0	7	1	0	5	23	119
Accidents explosifs/armes à feu	0	0	0	0	0	0	0	0
Découverte d'un engin explosif	0	0	0	0	0	0	0	0
Violations du droit à la liberté								
Enlèvement/tentative d'enlèvement	0	0	0	1	0	0	1	2
Retour forcé	0	0	0	0	0	0	0	0
Recrutement forcé	0	0	0	0	0	0	0	0
Arrestation arbitraire/détention illégale	0	0	0	0	0	0	0	29
Travaux forcés	0	0	0	0	0	0	0	0
Limitations/restrictions de mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacement forcé	0	0	0	0	0	0	0	2
Violations du droit à la propriété								
Déguerpissement forcé	0	0	0	0	0	0	0	0
Destruction de propriété	0	0	0	0	0	0	0	6
Occupation illégale	0	0	0	0	0	0	0	9
Pillage	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion des biens	1	0	0	0	0	0	1	7
Vol/Braquage	1	0	2	0	0	1	4	32
Incendie criminel	0	0	0	0	0	0	0	4
Taxe illégale	0	0	0	1	0	2	3	5
Violations 1612								
Recrutement et utilisation d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'accès humanitaire	0	0	0	0	0	0	0	1
Attaques contre les écoles et les hôpitaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtres/mutilations d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	1
Enlèvements d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	1
Violences sexuelles faites aux enfants	1	0	0	0	0	0	1	25
Violences sexuelles et basées sur le genre								
Viols	7	0	0	1	0	0	8	25
Mariage forcé	0	0	1	1	0	0	2	12
Agression sexuelle	1	0	2	0	0	0	3	21
Denis de ressources d'opportunités	2	0	0	2	0	1	5	63
Agression physique (SGBV)	15	0	5	2	0	4	26	137
Violences psychologiques et émotionnelles	16	0	3	0	0	0	19	77
Total	56	0	25	9	0	13	103	636



Pourcentage des cas par auteur présumé



Analyse :

Durant le mois d'Août, 103 cas de violations des droits humains ont été identifiés et documentés contre 172 incidents documentés durant le mois de Juillet, soit une baisse de 69 cas. Parmi ces 103 cas figurent entre autres :

- 63 incidents VBG, notamment 8 viols (Bambari 4, Ngakobo 3, Ippy 1) ; 25 agressions physiques (Ndassima 8, Bambari 7, Grimari 5, Ngakobo 4, Ippy 1) ; 19 violences psychologiques (Bambari 10, Grimari 2, Ndassima 7) ; 3 agressions sexuelles (Grimari 2 et Bambari 1), 6 dénis de ressources de services et d'opportunité (Bambari 2, Ippy 2, Ndassima 1 et Ngakobo1) et enfin 2 mariages forcés (Grimari 1 et Ippy 1).
- 30 violations du droit à l'intégrité physique qui sont principalement le résultat de bagarres entre membres de la communauté ou de coups et blessures infligés aux enfants par leurs propres parents (Bambari 11, Grimari 12, Ngakobo 5, Ippy 1 et Ndassima 1).
- 8 violations du droit à la propriété qui sont des extorsions de biens et des prélèvements de taxes illégales au niveau des barrières des GSAU (Ngakobo 2, Bambari 1 et Ippy 1) ainsi que des vols et braquages (Grimari 2, Ngakobo 1 et Bambari 1).
- 1 violation du droit à la liberté i.e. un enlèvement qui a eu lieu à Ippy ; et enfin,
- Une violation de la résolution 1612 constituées par le viol d'un mineure à Ndassima par un élément GSAU.

Les incidents rapportés se sont produits en grande majorité au sein de la communauté, dans la brousse, au niveau des barrières illégales et dans les chantiers de jour comme de nuit.

ACTIONS DE RÉPONSE ET ACTIVITES MENÉES

Actions de réponses mises en œuvre

Réponses	Prefecture de la Ouaka						Total du mois	Cumul sur l'année
	Bambari	Bakala	Grimari	Ippy	Kouango	Ngakobo		
Suivi psychosocial	26	0	0	0	0	0	26	149
Référencements médicaux	20	0	0	0	0	3	23	83
Référencements juridiques	0	0	0	0	0	0	0	2
Référencements protection de l'enfance	7	0	0	0	0	3	10	33
Assistance en Cash CBI-EVI	11	0	0	0	0	0	11	28
Assistance CBI (voucher)	0	0	0	0	0	0	0	0
Assistance en kit de dignité	14	0	0	0	0	0	14	85
Assistance en kit NFI	0	0	0	0	0	0	0	761
Autres actions/Plaidoyer	0	0	0	0	0	0	0	1

Analyse de l'impact de la réponse

En plus des réponses individuelles résumées dans le tableau ci-dessus, 4 séances de counseling individuel ont été organisées au niveau du centre d'écoute de Bambari pour des survivantes de VBG.

En dehors des écoutes actives qui ont été faites dans toutes les zones, les autres réponses ont touché principalement les victimes résidant à Bambari et à Ngakobo. Les autres zones où sont survenus les viols (Ippy et Ndassima) n'ont pas vu leurs survivantes bénéficier d'une prise en charge médicale faute de disponibilité des kits PEP (Ndassima) et du système de recouvrement de coûts (Ippy).

L'absence de services de prise en charge gratuits des cas de VBG et la présence irrégulière des gestionnaires de cas à Ippy, Bakala, Grimari, Kouango et Ndassima impactent négativement les réponses données en matière de lutte contre les VBG et leur impact sur les communautés.

Sensibilisation

243 séances de sensibilisation de proximité ont été organisées pour informer les communautés au sujet (1) des conséquences liées aux incidents VBG et de la disponibilité des services et (2) de la prévention des mesures barrière contre le COVID-19. En août, ces séances de sensibilisation ont été organisées à Bambari, Ngakobo, Ippy et Nassima. Au total, 3138 personnes (767 hommes 955 femmes, 677 garçons et 739 filles) ont été sensibilisées.

Suivi des mouvements de population

Préfecture	Sous-Préfecture	Total PDIs		Nouveaux PDIs		Retournés spontanés		Retournés assistés		Rapatriés spontanés		Rapatriés Assistés	
		Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.
Ouaka	Bambari	6 142	33 769	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Kouango	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Analyse : Pour ce qui est du suivi des mouvements de population, les dernières données de la CMP locale démontrent que 6,142 ménages (33,769 personnes) se trouvent sur les différents sites de PDIs de la Ouaka. Une tendance au retour spontanée est observée sur tous les sites de la zone. Néanmoins, certains mouvements pendulaires ont également été aussi observés sur d'autres sites après l'appui au retour dont ont bénéficié les PDIs des sites NDV et Alternatif de Bambari. En effet, il a été observé que la population des sites PK8, Aviation, Elevage, St Joseph et Pladama a augmenté depuis le dernier exercice de mise à jour. Les résultats obtenus font ainsi état de 4,436 ménages (14,885 personnes déplacées) vivant sur ces 5 sites. Cette augmentation s'explique en partie par l'arrivée de 62 ménages (158 personnes) nouvellement arrivés en provenance de Grimari et de Bakala et par un certain nombre de naissances enregistrées sur les sites PK8, Aviation et Pladama. Il y a cependant un reliquat de 276 ménages (949 personnes) recensés au cours de la mise à jour. Le gestionnaire de ces sites va procéder à un exercice approfondi de vérification des listes de PDIs pour mieux comprendre les raisons de l'augmentation du nombre de PDIs dans la zone.

Protection de l'enfant

Préfecture	Sous-Préfecture	Nombre d'enfants victimes des incidents de protection	Nombre d'enfants référés aux acteurs de protection de l'enfance
Ouaka	Bambari	5	4
	Kouango	0	0
	Ippy	1	0
	Ngakobo	6	3
	Bakala	0	0
	Grimari	1	0
Total		13	7

Analyse :

13 violations des droits humains constituent des atteintes aux droits des enfants (Bambari 5, Ngakobo 6, Ippy 1 et Grimari 7). 7 de ces enfants ont pu bénéficier d'un référencement vers les acteurs de protection de l'enfance de la zone. Les enfants continuent de subir des exactions d'une part de leurs parents qui, au lieu de dialoguer avec leur enfant quand il a commis une faute, préfèrent le soumettre à une violente répression causant d'importantes blessures physiques et psychologiques pour ces enfants. Également, les membres de la communauté et les éléments armés abusent de leurs pouvoirs sur certains enfants. Ces violences communautaires et de la part des groupes armés semblent favorisées par l'impunité systématique résultant de l'absence de l'appareil judiciaire dans la zone, des abus fréquents de pouvoir, de l'irresponsabilité des parents, de la consommation de drogue et d'alcool ainsi que de la forte présence des groupes armés sur les axes et dans les villages.

Violences basées sur le Genre

Préfectures	Sous-Préfectures	Nombre d'incidents	Cas pris en charge	Cas référés
Ouaka	Bambari	42	42	16
	Kouango	0	0	0
	Ippy	6	6	0
	Ngakobo	5	5	3
	Bakala	0	0	0
	Grimari	11	11	0
	Total		64	64

Analyse :

64 incidents VBG (Bambari 42, Grimari 11, Ippy 6 et Ngakobo 5) ont été enregistrés, documentés et pris en charge au cours du mois sous revue. Sur ces 64 incidents de VBG, seuls 19 cas ont fait l'objet d'un référencement pour la prise en charge médicale et l'accompagnement social (Bambari 16 et Ngakobo 3). Les femmes sont les victimes dans la grande majorité des cas. Cela s'explique par le manque de communication au sein des couples qui résulte en une inégalité de pouvoir entre hommes et femmes, par les pratiques de veuvage, par l'infidélité, par la promiscuité, par la consommation abusive d'alcool ou de drogue et enfin par l'activisme des groupes armés.

Recommandations

- **GT VBG** : Rendre disponible et gratuite la prise en charge des viols survenant à Ippy, Ndassima, Grimari, Bakala et Kouango ;
- **Gouvernement et la MINUSCA** : Accélérer le processus du DDRR pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes ;
- **Gouvernement** : Rendre opérationnels les FSI dans toutes les zones occupées par les groupes armés ;

Pour tout contact :

- Chef de Mission : Andrew NJOKE, rca@intersos.org, Tél 72301840
 - Coordonnateur du Projet HCR : Florence FASSASSI, protection.rca@intersos.org, 72301859
-